



HAL
open science

Michel Vivier : témoignage

Christian Galant, Joseph Bonnemaire

► **To cite this version:**

Christian Galant, Joseph Bonnemaire. Michel Vivier : témoignage. Les métiers de la recherche, 19, Edition INRAE, pp.96-105, 2018, Archorales, 978 273 801 4276. hal-04134985

HAL Id: hal-04134985

<https://hal.inrae.fr/hal-04134985>

Submitted on 27 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



© Inra - Christophe Maitre

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHRISTIAN GALANT
& JOSEPH BONNEMAIRE
21 JUIN 2012

MICHEL VIVIER

96

Récit d'un technicien agricole à la trajectoire professionnelle et au parcours géographique atypiques. Recruté à l'Inra de Jouy-en-Josas par le célèbre spécialiste en physiologie animale, Charles Thibault, il est ensuite conseiller agricole dans des services de vulgarisation en Bourgogne puis en Normandie. Entre-temps, il devient ingénieur diplômé par l'État au Cnam, et se spécialise dans l'inventaire botanique des prairies. Il rejoint à nouveau l'Inra, d'abord en Guadeloupe puis en Guyane, où il retrouve l'élevage et la zootechnie. Il regagne enfin la métropole, en Normandie, où il s'intéresse à nouveau aux systèmes herbagers, au sein d'une unité du département Sad.

QUELLES SONT VOS ORIGINES FAMILIALES ? QUELS ÉLÉMENTS DE VOTRE FORMATION VOUS ONT-ILS PRÉDESTINÉ À DEVENIR INGÉNIEUR ET EXERCER UNE ACTIVITÉ DE RECHERCHE ?

Je suis né le 30 mars 1933 à Versailles où j'ai vécu jusqu'en 1949. Si mes parents étaient commerçants, l'un de mes grands-pères était marchand de bestiaux et boucher à Nocé, dans le Perche, où j'ai passé une partie de mon enfance et de mon adolescence. Je suis resté très attaché à cette région. Et avant d'étudier les prairies, c'est là que je les ai découvertes de l'intérieur en allant chercher les vaches, participant à la fenaison et même en cueillant des champignons.

Conséquences d'événements privés, j'ai intégré en 1949 l'école pratique d'agriculture du Neubourg où j'ai passé 2 ans. Après avoir obtenu le diplôme des écoles du ministère de l'Agriculture, le certificat de mécanique agricole (ce qui fait rire mes enfants) et le certificat de cidropomologie, j'ai eu la chance de partir en stage aux Pays-Bas, puis en Angleterre.

N'ayant pas de ferme et pas les moyens d'en espérer une, je ne pouvais pas rester simple titulaire d'un diplôme « d'école pratique ». Comme je voulais partir outre-mer (j'ai tenté ma chance au CEAT (Centre d'étude agronomique tropicale) de Paris en tant qu'élève libre.

POURQUOI CETTE IDÉE DE PARTIR SI JEUNE OUTRE-MER ?

Peut-être le goût de l'aventure ? Mais il me semblait intéressant, voire indispensable pour un futur agronome d'acquérir une expérience outre-mer. Au cours de cette année, j'ai suivi les cours de R. Portères, J.-F. Leroy et R. Dumont ; cet enseignement, basé sur « l'expérience », a confirmé mon intérêt pour l'outre-mer... Je n'ai pas valorisé les acquis dans l'immédiat mais quelques années plus tard en effectuant une longue mission au Burundi et en attendant de partir aux Antilles et en Guyane. Dans le même temps, j'ai commencé à suivre les cours du Cnam et obtenu les premiers certificats.

Comme tout un chacun, j'ai dû effectuer mon service militaire, en Allemagne (54/56). À mon retour, l'outre-mer connaissait bien des bouleversements et j'ai postulé auprès du CNRZ de Jouy-en-Josas.

COMMENT AVEZ-VOUS ÉTÉ RECRUTÉ À L'INRA ?

Par le journal des « écoles du ministère de l'Agriculture », j'ai appris qu'un poste de technicien était ouvert au centre de Jouy-en-Josas.

Après avoir posé ma candidature, Charles Thibault, le directeur du département de physiologie animale m'a convoqué ; je lui ai présenté mon *curriculum vitae* et, après m'avoir longuement interrogé, il m'a proposé le poste suivant : *Vous serez chargé de participer à la création du laboratoire des groupes sanguins des bovins en tant que technicien ATP (Agent technique principal), sous réserve de votre réussite à l'examen de confirmation après un stage de 4 mois à l'Institut Pasteur.*

... Et je suis devenu stagiaire au laboratoire des groupes sanguins de l'Institut Pasteur où pendant 4 mois j'ai appris à faire des prises de sang, à préparer des sérums, à faire des analyses. Formation pratique, complétée par une formation théorique sur le sujet.

Anecdote : pour faire des prises de sang sur les boucs et les chèvres, il faut chevaucher l'animal, lui redresser le cou, poser un garrot et piquer dans la jugulaire. J'avais oublié de prendre une cote et à la suite de la manipulation, l'odeur du bouc imprégnait mes vêtements... odeur apparemment inhabituelle aux Parisiens qui me regardaient dans le métro avec une certaine méfiance.

J'ai beaucoup appris auprès du laboratoire des groupes sanguins de l'Institut Pasteur et du Dr Pierre Millot qui dirigeait le labo Inra. Après avoir passé l'examen de validation d'ATP, la responsabilité technique du laboratoire m'a été confiée (préparation de sérums, prélèvements sur les animaux, réalisation des analyses à la demande des Herd-books, lecture des résultats sous contrôle du directeur).

À cette époque ma femme était technicienne chez Denamur en physiologie de la lactation et lors de la naissance de notre premier enfant, nous avons démissionné de l'Inra pour des raisons matérielles... Les salaires d'un ATP et d'une AT restant modestes. Le choix était difficile car nous quittions des postes intéressants et je devais interrompre les cours du Cnam où j'avais déjà obtenu des certificats de biologie, physiologie et nutrition. Mais bon, 1958 c'était le grand moment où les Chambres d'agriculture, les Ceta (Centre d'études techniques agricoles) recrutaient des conseillers agricoles... La chance devait être saisie.



© Inra

VOUS DEVEZ CONSEILLER AGRICOLE ? ... DANS QUELLE RÉGION ?

Oui et sans difficultés. Fin 1958, j'ai obtenu un poste à la fédération des Ceta du Tonnerrois en Bourgogne. Le salaire correspondait à nos deux salaires ! Je passe sur les conditions matérielles, logement, achat d'une voiture, ne pas trop faire Parisien qui débarque et finit par s'imposer auprès d'agriculteurs qui n'avaient jamais ou rarement eu affaire à un technicien (c'est là où j'ai été heureux d'avoir étudié dans une école pratique : je savais démarier les betteraves, traire les vaches à la machine...).

L'époque, les circonstances et la région offraient de vastes perspectives et c'est là que j'ai vraiment appris ce qu'étaient l'agriculture et les agriculteurs.

Les Ceta à l'époque fonctionnaient de la façon suivante : chaque mois une réunion avait lieu chez un adhérent. Il expliquait son système de production (ou plutôt la répartition de ses cultures et son assolement), tout en faisant visiter son troupeau, les bâtiments, les

principales cultures. Tout le monde discutait, prenait des notes, regardait (très attentivement) le matériel. Le technicien animal, faisait des profils pédo, commentait les analyses de terre (le département Sad-Inra s'est largement inspiré de ces méthodes).

On parlait rendements, surtout des bons ! Des essais de fertilisation mis en place avec les firmes d'engrais (potasse, azote, « scories ») donnaient lieu à des visites largement commentées et discutées. Entre les réunions était organisée une soirée d'information et de discussion chez l'un ou l'autre des adhérents. À la demande du président, le technicien devait traiter un sujet particulier. Je me souviens de la première réunion et de son sujet : « les mammites ».

Tout le monde me regardait un peu goguenard et puis je suis arrivé au bout en tremblant. À la suite de quoi j'ai dû régler tous les pulsateurs des machines à traire du Ceta et c'est sur ce point de détail (très important) que j'ai commencé à gagner la confiance des adhérents !

Les rendements des betteraves à sucre étaient médiocres, les graines mono germes n'existaient pas encore. Dans le but de laisser 6 à 7 betteraves au mètre carré (60 à 65 000 pieds à l'hectare), les betteraves étaient démarrées. Ce travail était confié à des saisonniers belges ou italiens qui amenaient leur matériel, des binettes de la « taille de raclours » dont l'usage ramenait la population aux environs, voire moins, de 50 000 pieds/Ha. En remplaçant ce matériel par des binettes de taille réglementaire et en surveillant discrètement les démarieurs, la population de betteraves finissait par atteindre, grosso modo, l'effectif souhaité, améliorant sensiblement le rendement.

J'ai compris ici comment une technique devenait une pratique, une sorte de réinterprétation par le praticien des « propositions du laboratoire », d'où l'importance au-delà du conseil, d'analyser les façons de faire. Aider le praticien à transformer sa pratique, c'est à partir de là que les choses progressent...

Au bout de deux années sur les plateaux du Tonnerrois, j'ai décidé de reprendre des études.

Le Cnam n'existait pas en province mais j'ai eu la chance de rencontrer le professeur J. Dufresnoy que j'avais connu au Cnam de Paris. Il m'a conseillé de préparer le diplôme d'ingénieur DPE... Il m'aiderait (de loin, la plupart du temps, il résidait à Berkley). J'ai dû me mettre à niveau ! Tout en cherchant à me rapprocher d'une université. Et nous sommes revenus en Normandie à Caen.

CHANGEMENT DE RÉGION, CHANGEMENT DE MILIEU, COMMENT AVEZ-VOUS ORGANISÉ CETTE MUTATION ? ET VOS PROJETS DE REPRENDRE DES ÉTUDES ?

La FNCETA m'a proposé un poste en Normandie à la fédération des Ceta du Calvados... Cette fois les adhérents étaient diplômés, tous ou presque de l'école supérieure d'agriculture d'Angers ; l'un d'eux était même docteur en physiologie végétale de l'université du Massachusetts.

Sur le plan des principes et des méthodes, peu de différences. C'est au niveau des attitudes, des attentes et des résultats que la différence apparaissait.

Lorsque je suis parti du Ceta du Tonnerrois, la moyenne des rendements en blé atteignait à peine 30 Q/ha, lorsque je suis arrivé à Caen la moyenne dépassait 40 q/ha.

Rapidement la fédération des Ceta fut intégrée à la Chambre d'agriculture. La réorganisation de la vulgarisation mise en place par le ministère de l'Agriculture entraînait la création des Suad (Service d'utilité agricole et de développement) et imposait à la direction de ce service un ingénieur titulaire d'un diplôme reconnu par la commission des titres.

Cela m'a stimulé pour obtenir le diplôme d'ingénieur DPE/Cnam (1964).

Tout au long de cette période, j'ai bénéficié du soutien de personnalités comme Louis Hédin, directeur de recherches à l'Inra de Rouen, de la FNPL, de la bienveillance du président de la Chambre d'agriculture.

La candidature à ce diplôme imposait de la part du candidat de présenter ses fonctions, (elles devaient correspondre à celles d'ingénieur) sous forme d'un document confirmé par l'employeur. Après étude de la commission DPE/Cnam et son avis favorable, le candidat devait préparer un mémoire sur un sujet précis. Après la soutenance du mémoire, il était autorisé ou non à subir l'épreuve écrite, puis l'épreuve pratique (dans mon cas botanique) et enfin l'épreuve orale. Le sujet de mon mémoire portait sur la conservation des fourrages, un problème récurrent en Normandie et plus concrètement sur la comparaison des ensilages de maïs et d'herbe.

Le jury était composé des professeurs J. Dufresnoy, Genevois, Delage et Der Kachadourian. Reçu après cette dure épreuve, le professeur Der Kachadourian présentera les résultats de mes recherches à l'Académie d'agriculture le 15 juin 1965.

AVEC CETTE FORMATION D'INGÉNIEUR DPE, COMMENT VOUS SITUÉZ-VOUS À LA CHAMBRE D'AGRICULTURE ET AU SUAD ?

Ce fut une rude époque, la préparation du DPE ne me dispensait pas de mes tâches journalières à la Chambre d'agriculture : administratives, techniques (conseiller

spécialisé fourrages), réunions, visites d'exploitations, enquêtes, publications.

Mais j'étais reconnu en tant que directeur du Suad puis chargé de regrouper les contrôles laitiers, le testage, les études productions fourragères dans la perspective de créer une « maison de l'élevage ». Tout ceci dans un contexte politiquement compliqué du fait de la concurrence entre la Chambre d'agriculture et la FDSEA. Il fallait regrouper les contrôles laitiers (bocage, plaine, Bessin, Pays d'Auge) en un seul syndicat, faire accepter le principe des maisons de l'élevage, dans le cadre d'une Chambre, sous forme de Suad (Service d'utilité agricole et d'élevage), jusque-là leur statut était celui d'une association loi 1901.

Je poursuis mes activités « fourrages », (premiers articles dans la revue *Fourrages*, ANPF-AFPF, relations avec l'Inra-Rouen, Inra Le Pin). L. Hédin, M. Kerguelen, J. Lambert de l'université Louvain-la-Neuve (Belgique) s'intéressent à mes activités et m'encouragent à préparer une thèse sur le thème des prairies.

L'inscription à l'université de Caen ne posa aucun problème. J'hésitais entre ingénieur-docteur et docteur d'université (mal conseillé j'ai opté pour la seconde formule).

Bref ! Mon idée était d'étudier les prairies en tenant compte de leurs situations régionales (Bessin, Pays d'Auge), les conséquences des diversités de leurs pratiques, à l'aide d'enquêtes et d'un indicateur biologique peu ou pas utilisé en dehors des instituts de recherches : les inventaires botaniques. En fait, je voulais tenter de donner du sens à mes travaux et valoriser ce que je faisais depuis des années.

Les inventaires botaniques permettent de caractériser « un couvert végétal permanent » implanté dans un milieu précis. Il est soumis à un mode de récolte (pâturage et/ou fauche) en cours de développement ; en fait, il s'agit d'un modèle végétal où l'« architecture » de la végétation semble avoir une importance que le modèle séminal ne connaît pas, puisque l'usage des plantes concernées est déterminé dans ce dernier cas par leur stade physiologique.



© Inra

Entre autres questions, le « modèle végétatif » pose celle de l'importance et de la gestion des espèces à stolons.

D'un point de vue pratique, l'inventaire botanique permet un diagnostic sur la « végétation » des prairies de l'éleveur et une discussion objective de ses pratiques. Enfin, tous les inventaires regroupés au plan régional permettent d'établir des typologies sur la base des espèces dominantes (fonds prairial) et leurs suites, à partir desquelles des orientations techniques peuvent être suggérées.

En 1969/70, L. Hédin me conseillait de suivre le cours d'ethnobotanique que le Muséum national d'histoire naturelle de Paris allait créer cette année-là, cours de R. Porteres, J.-F. Leroy, J. Bareaux... Un investissement que je n'ai jamais regretté. Mais j'avais un peu sous-estimé le travail. D'autant que le directeur de la

Chambre étant victime d'une longue maladie, le président me nommait directeur adjoint et me revenaient alors les questions techniques et les questions administratives. Je n'ai soutenu ma thèse qu'en 1971. À la suite de quoi, l'Académie d'agriculture m'a attribué le prix de la fondation Xavier Bernard.

Nous étions en 1971, l'étape de « remise à niveau » était terminée. Elle avait duré 10 ans ! ... Pas de week-end, pas de vacances, ce fut difficile pour tout le monde, en particulier pour ma famille.

LA THÈSE SOUTENUE, QUELS ÉTAIENT VOS PROJETS ?

J'ai pensé qu'il était grand temps de valoriser ces acquis et fidèle à l'idée qu'un agronome doit confronter, voire remettre en cause ses conceptions dans

des conditions écologiques et sociologiques différentes, j'ai pensé à la coopération et à l'Inra.

Au cours de l'année 1971, R. Février, directeur de l'Inra, a bien voulu me recevoir. Je lui raconte ma vie professionnelle depuis mon départ de l'Inra en 1958.

Il me laisse entendre qu'il aurait peut-être un poste en Guadeloupe à me proposer à la station de zootechnie pour remplacer un ingénieur du ministère de l'Agriculture devant regagner son corps d'origine.

Je n'avais plus qu'à lui envoyer mon curriculum vitae et ma candidature.

À la fin de l'année 1971, j'ai rencontré Michel Chenost, le directeur de la station de zootechnie. Nous avons parlé de l'agriculture des Antilles, basée sur des cultures d'exportation : bananes, ananas, canne à sucre, rhum et de la place

de l'élevage dans ce type d'économie et de l'intérêt de son développement pour l'économie locale.

M. Chenost m'a précisé le programme de la station et de la ferme expérimentale de Gardel conduite par un technicien A. Grudé et les rôles, les sujets qu'il entendait me confier. En fait, il s'agissait de poursuivre des travaux mis en place depuis un certain temps : gestion technique de la ferme de Gardel, enquête et expérimentation en Martinique et Guyane, et participations aux actions de coopération conduites par la station dans divers pays de la Caraïbe.

Après avoir médité ces considérations, contacté le responsable du domaine de Gardel, je prenais l'avion le 1^{er} juillet 1972. Ma famille arrivera sur place un mois plus tard.

ARRIVÉ EN GUADELOUPE, VOUS DÉCOUVREZ LA STATION DE ZOOTECHNIE DU CRAAG.

Je passe sur l'installation avec femme et enfants (6), logement, déplacements, écoles... La famille fera face, les enfants pratiqueront les écoles du village (Pierrette), le lycée à Pointe-à-Pitre, furent pensionnaires à Basse-Terre, où les aînées passèrent leur bac pour poursuivre ensuite leurs études en métropole.

La station de recherches zootechniques était l'une des composantes du centre Inra des Antilles. Elle était dirigée à l'époque par Michel Chenost, assisté d'un chargé de recherches, de trois ingénieurs de recherches, d'un technicien responsable de la ferme expérimentale et d'agents techniques.

La station était divisée en deux unités :

- Recherches sur les porcins et les porcs créoles en particulier,
- Recherches sur les bovins et les fourrages tropicaux où je suis affecté à mon arrivée.

Le laboratoire d'analyse et l'unité de digestibilité des fourrages se trouvent au centre à Petit Bourg en Basse-Terre. La ferme expérimentale qui complète le dispositif est à Gardel proche de la ville du Moule en Grande-Terre.

C'est une ferme herbagère dont le territoire se partage entre prairies cultivées

(Pengola, Merker, Herbe de Guinée, *Brachiaria*...) et savane (que l'on pourrait qualifier de prairie naturelle à la flore variée).

Deux troupeaux utilisent ces pâturages : des vaches laitières de race hollandaise et des vaches créoles dont les produits sont destinés à la boucherie.

Ajoutons quelques parcelles d'introduction de fourrages nouveaux (*Cenchrus ciliaris*, *Brachiaria ruzizensis*, entre autres) et le sorgho hybride qui s'inscrira dans un programme conduit en Guadeloupe et en Martinique, dans la perspective de diversifier la ressource fourragère.

J'ai été confirmé ingénieur 2A en 1974.

QUEL ÉTAIT VOTRE RÔLE DANS LE CADRE DE LA STATION ?

Le domaine de Gardel avait recueilli une importante information concernant les troupeaux bovins et la station avait mis en place (P. Bousquet) une série de suivis en Martinique sur des troupeaux viande (zébus et croisés charolais/zébus) et quelques troupeaux laitiers. Il s'agissait de poursuivre, de mettre les résultats en forme, de les publier et de les diffuser par l'intermédiaire du *Bulletin technique de l'Inra-Antilles/Guyane* et dans diverses publications nationales : BTI, fourrages, l'agronomie tropicale...

Les essais sur la croissance des génisses hollandaises, l'engraissement des taureaux créoles furent poursuivis et développés en liaison avec A. Grudé, et les VAT qui firent ensuite carrière à l'Inra (B. et M. Doreau).

Une formule identique fut mise en place en Guyane, en liaison avec le service d'agronomie du ministère de l'Agriculture. Cette fois il s'agissait de suivre un troupeau de bovins *Santa Gertrudis* importé des États-Unis sur les conseils de l'Inra.

À partir de 1975, dans la perspective de valoriser les ressources locales, la station mettait en place une expérimentation sur l'usage des amarres (feuilles du sommet de la tige) de canne à sucre comme fourrage pour les bovins (G. Geoffroy, M. Vivier, colloque/canne à sucre Santo

Domingo, 1975) et une étude sur la gestion des savanes (M. Doreau, M. Vivier), basée sur l'inventaire botanique et les conditions de pâturage.

Notons également que les résultats expérimentaux ayant une valeur d'application étaient publiés et diffusés à la radio, (voire à la télé) ; la station préfigurait ainsi l'idée de recherche-développement que plus tard le Sad tentera de pratiquer.

Revenons un instant sur les essais sorgho hybride (Sorgho x Sudangrass) conduits en Guadeloupe. Ils furent prolongés en Martinique sous forme d'essais multiloaux en collaboration avec le service d'agronomie (F. Gabriel et G. Richard).

Ces enquêtes et essais demandaient de disposer de références comparatives et dans ce but le directeur de la station m'avait envoyé à l'université de Porto-Rico (12/1972) où j'ai pu m'informer sur les moyens, les méthodes et les ressources concernant les productions fourragères pratiquées aux USA et je ne manquais pas de noter l'importance de leur collection d'espèces et de variétés venues de nombreuses régions tropicales. En particulier d'Afrique... pour le plus grand bénéfice de la Caraïbe et de l'Amérique du Sud.

D'autre part, la station de recherches zootechniques entretenait des relations suivies avec divers pays de la région : Haïti, Cuba, Nicaragua, Venezuela, Pérou, Bolivie - où j'ai eu l'occasion d'effectuer diverses missions. Si ces laboratoires de recherches effectuaient du bon travail (sous l'influence des universités américaines, formation des chercheurs, suivis, documentation...), les relations avec le développement étaient pitoyables. Cet aspect mériterait un long commentaire.

À l'époque, la coopération avec Cuba, en particulier, était très soutenue : stagiaires cubains à l'Inra, missions de chercheurs Inra de plus ou moins longue durée. Les Cubains étaient intéressés par nos méthodes d'analyses au sens large (digestibilité *in vitro*, *in vivo*, méthodes d'analyses chimiques). À l'occasion de ces missions, les publications de l'Inra étaient largement diffusées auprès des chercheurs. Mais les



Race bovine créole. © Inra - Jacqueline Nioré

références retenues localement étaient bien souvent nord-américaines.

Si les missions, l'accueil des stagiaires étrangers, contribuaient à faire connaître les travaux de la station, la diffusion des résultats des recherches imposait de participer à des séminaires, colloques, congrès régionaux et nationaux. Au cours de la période 1972-1977, j'ai eu l'occasion de participer au *Seminar on utilisation of local ingredients in animal feed stuffs* (Jamaïque 1975), colloque de Bouaké sur l'élevage bovin en zone tropicale (Côte d'Ivoire 1976), congrès de la Caribbean Food Society (Guadeloupe 1977), séminaire inter caraïbe sur les systèmes de productions agricoles (Pointe-à-Pitre 1980).

ET LA GUYANE ?

1975. L'affaire Guyane prend un nouvel intérêt quand Olivier Stirn, ministre des Dom-Tom, décide d'envoyer une mission en Guyane pour évaluer les conditions de mise en place d'un Plan vert. Les fusées de Kourou ayant du mal à partir, l'agriculture pourrait devenir une voie de développement régional.

Une mission fut diligentée pour examiner le terrain et visiter les réalisations du Surinam et de la Guyane française. Confiée à la Satec, elle était composée de personnalités diverses ; aucune n'avait jamais mis le pied en Amérique du Sud et le ministère des Dom-Tom a donc demandé à l'Inra de lui désigner un agent connaissant le terrain...

Je me suis retrouvé à parcourir le Surinam et la Guyane française avec la dite mission. Tout fut passé en revue au Surinam : riziculture, palmier à huile, agrumes, élevage zébus et bovins croisés. En Guyane française, le troupeau Santa Gertrudis du service d'agronomie, géré en collaboration avec l'Inra, (création suggérée par M. Chenost en 1970/71) fut l'un des points essentiels de visite. Il fut question de forêt, de défrichements. Clôturée par des discussions avec les autorités locales, la mission reprit le chemin de Paris. À la suite de quoi, il faudra attendre 1977 pour voir un début de concrétisation du projet.

1975, c'est aussi le départ de Michel Chenost pour la FAO. Je l'ai vu partir avec un regret d'autant plus grand que j'ai dû lui succéder... Être responsable d'une station a un côté honorifique mais

pas seulement ! E. Salmon-Legagneur, nommé président du centre, devait occuper également le poste de directeur de la station à mon grand soulagement. Il est arrivé en 1976.

À partir de ce moment, les choses vont s'accélérer. La direction de l'Inra, à la demande du ministère de l'Agriculture prend la décision de créer une unité de recherches en Guyane qui accompagnera le nouveau DDA dans son action (M. Courbois était alors DDA de Guadeloupe). J'ai accepté le poste de responsable de cette unité, avec beaucoup de plaisir et d'intérêt ; étant le seul candidat, je dois reconnaître que je n'ai pas eu de mal à m'imposer.

QUAND A EU LIEU VOTRE DÉPART ET CELUI DE VOTRE FAMILLE ? ET COMMENT S'EST PASSÉ VOTRE INSTALLATION ?

Je suis parti début septembre 1977. Ma famille a suivi un mois plus tard dans des conditions rocambolesques. Ma femme a assuré le déménagement (embarquement des meubles et voiture) et pris l'avion avec les enfants. À leur arrivée j'ai dû leur annoncer que nous n'avions pas de logement... La maison que nous devons habiter

n'était pas encore construite ! Elle le sera fin décembre de la même année. Heureusement un collègue du service agronomie nous a prêté son logement de fonction qu'il n'occupait pas... Sur ces entrefaites, nous apprenons que le bateau qui amenait nos déménagements était en panne dans « un port de la Caraïbe ». Ce bateau étant de construction allemande, le capitaine était parti chercher la pièce à remplacer en Allemagne ! ... Nous avons attendu presque 2 mois... Ma femme, prévoyante, avait acheté les fournitures scolaires avant le départ... Mais la rentrée scolaire a eu lieu avant l'arrivée du bateau ! ... Nous étions aux vacances de Noël quand elles sont enfin parvenues à destination !

La vie continue. L'agronome « brousse et campagne » et sa famille doivent savoir faire face à « l'incertitude ».

Développer une unité de recherches dans les conditions guyanaises de l'époque relevait évidemment du pari. Loin du centre de rattachement (Guadeloupe) et par là loin des services administratifs, loin de l'environnement scientifique et technique... Je retrouvais sur place madame M. Béreau, chargée de recherche Inra, détachée auprès de l'Institut Pasteur et qui travaillait sur les pathologies des citronniers. Elle acceptera avec beaucoup de dévouement de se reconverter dans la recherche fourragère. M'accompagnait O. Coppry, un technicien avec qui je travaillais déjà depuis plusieurs années à Gardel. Ses compétences furent indispensables à la réalisation de l'opération. Puis madame Coppry assurera le secrétariat de l'unité, comme main-d'œuvre occasionnelle dans un premier temps.

Les objectifs étaient de mettre en place un dispositif permettant d'obtenir rapidement des références susceptibles de compléter celles obtenues par d'autres organismes de recherches opérant en Guyane (Orstom-Gerdat) et indispensables aux animateurs du Plan Vert (ministères Agriculture, outre-mer, DDA).

Les productions fourragères devaient représenter une ressource pour l'alimentation des bovins mais aussi un moyen de lutte contre l'érosion après défrichement et un moyen de conserver aux sols un niveau de matière

organique indispensable à leur fertilité. (Nous retrouvons les problèmes d'architecture de la végétation et des plantes à stolons).

Ces références devaient provenir de résultats d'expériences locales mais aussi d'informations collectées dans la zone caraïbe et d'Amérique tropicale, d'où l'intérêt des missions à l'étranger.

Grâce à l'intervention de E. Salmon-Legagneur, président du centre des Antilles-Guyane, la DGRST apporte son soutien dès 1977 (développement de la production de viande en Guyane française) puis en 1980 (conduite de zébus brahmans sur des pâturages intensifs).

L'équipe Inra s'appuyant sur les fermes de références de la DDA mettait en place des essais multiloceaux permettant d'étudier des graminées, puis des légumineuses fourragères dans les diverses conditions des milieux guyanais (bande côtière). La collecte d'informations auprès des fermes de références complétait celles recueillies (avec plus de précision) auprès du troupeau Santa Gertrudis.

LES PRODUCTIONS FOURRAGÈRES OCCUPENT UNE PLACE IMPORTANTE DANS VOTRE PROGRAMME. POUVEZ-VOUS PRÉCISER BRIÈVEMENT VOTRE PROPOS ?

Le Plan vert avait pour objectif principal de développer l'élevage bovin en Guyane. Compte tenu de l'importance du troupeau local, il fallait importer des animaux. Importer des animaux est une chose, les nourrir une fois sur place en est une autre.

À l'époque, la savane représentait la principale ressource fourragère. Étaient cultivées ici et là, une dizaine de graminées fourragères (*Digitaria decubens*, *D. swazilandensis*, *Drachiaria decubens*, *B. ruzisiensis*, *Ischoemum timorense*, *Penisetum purpureum*), espèces introduites entre 1970 et 1980 par des organismes divers : Bafog, Irat, le service d'agronomie et principalement l'Inra, via les collections de l'amélioration des plantes de Guadeloupe. Nous avons introduit depuis le Brésil, malgré les réticences des autorités brésiliennes,

le *Brachiaria humidicola*, une espèce particulièrement bien adaptée aux circonstances amazoniennes.

Espèces introduites peut-être, mais pour lesquelles nous ne possédions aucune information sur le comportement, la pérennité, la valeur fourragère. L'implantation d'essais multiloceaux dans les diverses fermes références de la DDA apporteront de nombreuses informations (M. Vivier et O. Coppry) tout en permettant d'inventorier leurs pathologies (M. Béreau), un aspect peu ou pas étudié jusque-là.

En ce qui concerne les indispensables légumineuses, deux espèces, le Kudzu et le *Stylosanthes guyanensis* étaient plus ou moins cultivées depuis les années 60-70. Leur culture n'avait jamais donné lieu à un suivi particulier. L'Inra introduira *Calopogonium mucunoides*, *Indigofera hirsuta*, re-introduira *Stylosanthes guyanensis* (semences introduites depuis l'Australie... Un paradoxe !) Ces espèces donneront lieu à des essais. Suivi et diffusion (M. Béreau).

Ajoutons aux activités de l'unité, l'accueil de nombreuses missions de chercheurs venus pour des actions ponctuelles (inventaires ichtyologiques, inventaire des algues d'eau douce, zootechniciens, vétérinaires...) Ces missions n'étaient pas sans gloire. Ayant largement participé à celle de « l'inventaire des algues d'eau douce » effectuée par Y. Thérésien, un spécialiste international du sujet, il m'a dédié l'une de ses découvertes : *Staurastrum vivieri* (L: 20 µm, l: 22/25 µm !). Et j'avoue y avoir été très sensible.

Ce n'est pas le lieu de commenter en détail ces travaux mais rappelons qu'ils furent présentés en 1981 par leurs auteurs à l'occasion d'une réunion inter-instituts « Prairies guyanaises et élevages bovins » qui s'est tenue à Cayenne (octobre 1981). Travaux publiés dans les colloques de l'Inra n° 24.

Malgré notre isolement, J. Poly s'est toujours intéressé à la « microstation » de Guyane à laquelle il a rendu visite deux fois en cinq ans, bien conscient des difficultés, non seulement matérielles, techniques, mais aussi politiques qui conditionnaient l'avenir de l'opération.



© Inra

AVANT DE TOURNER LA PAGE GUYANE, JE VOUDRAIS ÉVOQUER UN DERNIER SOUVENIR : L'HISTOIRE DES BUFFLES ET DES HMONG.

Le gouvernement français eut l'idée (Olivier Stirn, ministre des DOM-TOM) dans les années 1975/76 d'ouvrir aux anciens supplétifs de l'armée française en Indochine, appartenant à l'ethnie Hmong, des concessions en Guyane pour retrouver un espace et regrouper les familles où il serait possible d'organiser une activité économique. Installées à l'est du département, à Cacao, à une distance raisonnable de Cayenne, ces concessions, tournées vers l'horticulture, devinrent rapidement très prospères.

Le Bumidom (Bureau pour le développement des migrations dans les départements d'outre-mer), qui avait contribué à cette installation, conscient des résultats, et dans le but d'améliorer un peu plus la situation, décida d'importer des buffles. Qui dit asiatiques, dit

buffles, c'est évident... Comme personne n'avait vu de buffles en Guyane (malgré deux importations dans le passé, mais les animaux s'étaient évaporés dans la nature dès leur arrivée sur le sol guyanais), le spécialiste de l'Inra fut consulté.

Totalement ignorant du sujet, je fus chargé de trouver où acheter des buffles, ce qui me valut de courir le Surinam, le Guyana, le Brésil et Trinidad (les buffles, hélas ! ne se trouvent pas dans les lieux touristiques). Trinidad vendait des buffles. Les agents du Bumidom (accompagnés du «spécialiste» de l'Inra) achetèrent des buffles qu'ils font transporter par avion - des moments historiques !

Les buffles arrivés sur place, tout le monde fut content, même les Hmong ! On avait oublié seulement qu'ils étaient montagnards et qu'eux non plus n'avaient pas vu beaucoup de buffles au cours de leur vie... Ils ont su en tirer parti comme ils ont su valoriser les territoires que l'état français leur a confiés en Guyane... Une leçon de développement !

VOTRE EXPÉRIENCE GUYANAISE SE TERMINE EN 1982

Bertrand Vissac, chef du département Sad et J.-P. Deffontaines, directeur de l'unité Sad de Versailles, viennent en 1981 examiner la situation. L'unité de recherches doit être rattachée au département Sad. Dans la perspective de mon départ, il s'agissait de recruter un nouveau directeur et à terme de conforter l'opération. La DDA envisageait de mettre à disposition l'une des fermes de référence. Une réflexion s'imposait !

POURQUOI CETTE DÉCISION ?

Le temps passe, les enfants grandissent, partent suivre des études au loin. Difficile de les laisser seuls, surtout quand les familles présentes sur le territoire métropolitain ne sont pas en mesure d'assurer le lien. Donc, nous rentrons pour la rentrée scolaire 1981. Je repartais aux Antilles, puis en Guyane, au Brésil (1982) et de nouveau en Guyane. En fait, je reprendrai



© Inra - Marie-Christine Lhopital

vraiment pied en France fin 1982. Là, je fus nommé à la station de Rouen où l'ex-station d'entomologie devenait la station Sad Groupe de recherches sur les zones humides.

AVEZ-VOUS EU DU MAL À RETROUVER UN ÉQUILIBRE DANS LE CADRE DU DÉPARTEMENT SAD ?

Pratiquement personne ne s'est vraiment soucié de ma reconversion... En y réfléchissant, je crois que le Sad était plutôt embarrassé pour me trouver un point de chute.

Enfin, je suis nommé à Rouen.

La station de Rouen jusque-là travaillait sur les tipules et autres insectes parasites des cultures. Reconvertir le personnel représentait une tâche autrement plus difficile que d'installer une station en Guyane.

Notre premier exercice consistera à mettre en place une étude sur la plaine alluviale de la basse Seine, étude devant être présentée à un colloque organisé par le Comité interministériel pour la qualité de la vie, le 28 février 1984 (M. Vivier, C. Douyer).

Cette étude conduite jusqu'à son terme me vaudra les reproches du port autonome du Havre... qui ne voyait aucun intérêt à conserver cette zone en prairies et des chasseurs qui n'entendaient pas entourer de clôtures les mares à gabions de clôtures (sources de parasites pour les bovins).

Arrivent J. Baudry, chargé de recherches, il poursuivra ses recherches sur les bocages en relation avec l'Inra de Rennes et le Muséum (professeur J.-C. Lefeuvre) et J. Gilibert qui prendra en charge, entre autres, un contrat européen Inra - université de Louvain la Neuve (Belgique) sur la production laitière en régions herbagères (Ardennes - Pays d'Auge).

Au cours de cette période, la région Basse-Normandie décide la création d'un parc régional des Marais du Cotentin et du Bessin. La DDA, chargée des études préalables, sollicite l'université de Caen (labo géographie physique, labo de botanique, labo de sociologie rurale), l'Inra (groupe de recherches sur les zones humides), le Muséum d'histoire naturelle (J.-C. Lefeuvre). L'opportunité de participer à cette étude me semblait du plus grand intérêt.

Malgré les réticences du personnel technique, un technicien accepte de se déplacer et de travailler avec moi sur le terrain.

Ajoutons qu'en 1984, je dois retourner à la demande de la direction, deux fois en Guyane pour des missions relativement longues, puis à la Réunion, au Brésil et en Afrique du sud.

La situation était pour moi un peu compliquée, quand l'Inra crée les délégations

régionales (1985). Je suis nommé délégué régional de Basse-Normandie en 1986. Mon départ de Rouen entraîne la fermeture de la station. Le personnel technique, à sa demande, était reclassé sur place et le personnel scientifique muté vers la nouvelle implantation de l'unité.

LA STATION DISPARUE EN 1986 VA-T-ELLE RÉAPPARAÎTRE ET OÙ ?

Après ces moments mouvementés, la station de recherches des zones humides et la délégation régionale vont s'installer au lycée agricole du Robillard à Saint Pierre-sur-Dives (Calvados) entre le Pin-au-Haras et les marais de Carentan et à proximité de l'université de Caen.

Le rôle du délégué régional consistait à assurer des relations avec l'administration et la profession agricole, principalement à l'occasion des contrats de plan état/région, ou encore avec la profession lorsque l'Inra du Pin demandait l'augmentation de ses quotas laitiers, avec l'université à l'occasion de la mise en place des labos associés (J. Salette, J.-C. Simon), ou encore lors de l'officialisation des relations entre l'université de Louvain-la-Neuve (Belgique) et la station dans le cadre d'un contrat européen (entre autres).

COMMENT AVEZ-VOUS VÉCU CES CHANGEMENTS ?

Avec soulagement. Le regroupement dans la région des activités où elles se déroulent permettra une plus grande efficacité et lèvera les ambiguïtés du genre « il est affecté à Rouen, il va travailler dans le Cotentin ». Je retrouve mes expérimentations et enquêtes et autres inventaires botaniques dans le cadre du parc des marais. Ces travaux prendront de l'importance grâce aux participations de J. Baudry et J. Gilibert.

Nos recherches seront diffusées à partir de deux films réalisés l'un par le CNDP et le second par le parc des marais dans le but de présenter au public l'ensemble des travaux qui ont permis la création du parc.

Après avoir publié la synthèse des résultats (*Rapport de fin d'étude*, M. Vivier,

J. Baudry ; *Les prairies marécageuses du Cotentin* J. Gilibert et M. Vivier (1992) ; *De la diversité des usages à la monoproduction fourragère : le cas des marais communaux de l'isthme du Cotentin*, M. Vivier, Annales de Normandie, 1994), l'ensemble de la documentation réunie (documents de collectes, mémoires stagiaires...) est déposée auprès des Archives départementales de la Manche et ainsi à la disposition de futurs chercheurs intéressés par le sujet.

QUELS SONT LES POINTS DE VOTRE EXPÉRIENCE QUE VOUS VOUDRIEZ SOULIGNER ?

La relation entre la recherche et le développement me semble un sujet important. Encore faut-il que ce soit une relation réciproque (pour reprendre une formule chère aux ethnobotanistes) c'est-à-dire publier des résultats, les diffuser et en mesurer les conséquences (positives ou négatives) ; ce qui implique une relation avec les institutions professionnelles mais aussi une relation directe avec le producteur.

Les pratiques du développement n'ont pas donné lieu à beaucoup de recherches, qu'il s'agisse des méthodes du conseiller agricole ou des relations avec les instituts existants. L'introduction du traitement informatique des données, récoltées à l'occasion de ce genre d'étude, impose un échantillonnage précis et une interprétation qui ne néglige pas les « au-delà » des écarts types. La contribution d'ethnologues serait certainement très intéressante dans ce domaine.

Élargie aux actions entreprises outre-mer, même si c'est une banalité de le dire, la connaissance du terrain, du milieu, des pratiques des agriculteurs, de leur situation sociale (et là, il ne suffit pas de parler anglais ou espagnol en plus du français) est indispensable à un développement bien tempéré.

La plupart des sujets sont étudiés sur le long terme et imperceptiblement, ils peuvent changer de sens. Prenons le cas des « prairies permanentes dites naturelles ». Dans un premier temps leur étude vise à maximiser leur production et leur valeur fourragère, puis des cultures fourragères comme le maïs

remettent en cause leur intérêt. Leurs surfaces amorcent une régression, la recherche tend à moins s'engager.

Mais en Basse-Normandie, les surfaces de prairies permanentes passent de 1 770 000 hectares en 1970 à 584 000 hectares en 2005... changement de paysage, d'orientation de l'agriculture, réduction de la biodiversité. On commence à s'apercevoir qu'elles jouaient non seulement un rôle économique mais aussi écologique (gestion de l'eau, érosion, matière organique...), ce qui amène peu à peu à les considérer également dans cette perspective.

Dans le même temps (comme le montrent les enquêtes), les jardins des exploitations agricoles disparaissaient. Les fruits et les légumes cédaient le pas aux pelouses, aux fleurs...

Très bien ! Apparemment un sujet mineur et il ne s'agit pas de pleurer sur le bon vieux temps mais plutôt de prendre en compte des changements de perception, de comportement face à la technique et à son économie et d'en évaluer les conséquences.

Vue des pays émergents, en cours de développement, la recherche (privée et/ou publique) apparaît absorbée et utilisée par les grandes firmes internationales. Ses résultats ne sont ni adaptés, ni accessibles à la petite et moyenne agriculture que, généralement on connaît mal, et c'est là que le concept de recherche-développement, cher au Sad des années 1990, devrait s'appliquer !

Enfin ne pourrait-on pas penser à des ethno-agronomes à un moment où les ethnosciences trouvent enfin leur place dans les universités.

ITEMS

Guadeloupe/conseiller agricole/Guyane française/Craag/Ceta/Suad/Suae/Surinam/domaine de Gardel/zootechnie/prairies permanentes/bovins/sorgho/productions fourragères/légumineuses/Rouen/zones humides/parc régional